

### Compléments en date du 25 juillet 2022

- D'après mes calculs, **l'emprise au sol du projet est de 3 758m<sup>2</sup>** (< 10 000m<sup>2</sup> seuil de la rubrique 39a)), en prenant en compte la surface projetée des tables photovoltaïques et la surface des postes électriques (cf. détails en Annexe I).
- Hors contrainte PPRI, la **hauteur basse des panneaux sera d'environ 80cm**. Toutefois, l'ilot Est du projet se trouve en zone rouge R1 et R2 du PPRI. La partie basse des panneaux photovoltaïques devra se situer au-dessus de la cote de référence ce qui pourra impliquer pour certains panneaux d'être placés à plus de 80cm du sol (cf. détails en Annexe I).
- La **surface à défricher sera d'environ 7 744m<sup>2</sup>**. Les espèces concernées sont principalement : « Communauté d'espèces rudérales des sites industriels récemment abandonnés », « Prébois caducifoliés dominé par le Peuplier noir », « Prébois caducifoliés dominé par le Peuplier noir en mosaïque avec des fourrés médio-européen ». (cf. détails en Annexe I).

Concernant **l'autorisation de défrichement**, le site est situé sur la concession de CNR. Le terrain est donc considéré comme appartenant à la domanialité D'Etat.

La p. 5 de l'[instruction du ministère chargé de l'agriculture et de l'alimentation du 29/08/2017 portant sur les règles applicables en matière de défrichement](#) est clair sur ce point :

*« Sont soumis à la réglementation du défrichement les bois et forêts des particuliers et ceux des forêts des collectivités territoriales et autres personnes morales visées au 2° du I de l'article L.211-1 relevant ou non du régime forestier, y compris lorsque c'est l'État qui réalise des défrichements sur des terrains ne lui appartenant pas. **Le code forestier ne visant que ces types de bois et forêts, les terrains qui appartiennent à l'Etat, notamment les forêts domaniales, ne sont pas soumis à la législation sur le défrichement.**»*

- Pour le raccordement de la centrale photovoltaïque au réseau de distribution d'électricité, je tiens à préciser que la solution définitive ne sera fournie par ENEDIS qu'après l'obtention du permis de construire. Toutefois, il est possible d'obtenir une solution de raccordement approximative sur le [site d'ENEDIS](#). **La simulation réalisée via cet outil indique un raccordement possible à 13m** sur le réseau HTA (cf. détails en Annexe I).

Le raccordement au poste source de Givors situé à environ 5,2km du projet, n'est pas envisagé au vu de la puissance modeste du projet et des couts que cela engendrerait.

- D'après notre retour d'expérience, les **centrales photovoltaïques ne sont pas de nature à modifier de façon significative l'écoulement/ruissellement des eaux de pluie** (cf. détails en Annexe I).
- Les parcelles concernées sont : AC 603, 630 et AD 383, 366,384, 396, 395 (cf. détails en Annexe I).

- Une évolution du doucement d'urbanisme est nécessaire pour obtenir une autorisation pour l'ilot Est qui est situé en zone N du PLU (règlement non compatible en l'état). Une procédure de déclaration de projet sera lancée en ce sens, en concertation avec les collectivités locales (Maire de Saint-Romain-en-Gal et Arche Agglo)

Veillez trouver en pièce jointe l'annexe I qui comporte les éléments détaillés pour chacune de ces remarques.